

Manifestation du 5 avril

Cette prise de parole est faite au nom de la FCPE, de la Ligue de l'enseignement FOL, des délégués départementaux de l'Education nationale, et des organisations syndicales CNT, SDEN CGT, SE-UNSA, SGEN CFDT, SNUipp et SUD éducation.

70 fermetures de classes pour 35 ouvertures dans le 1er degré et des dizaines de suppressions de postes dans les collèges et les lycées finistériens, la disparition programmée de l'accueil des élèves de 2 ans par la non prise en compte de ceux-ci dans les effectifs : la rentrée 2008 dans le département se fera de nouveau dans un contexte de classes surchargées au nom d'une logique de rentabilité. C'est la conséquence des choix budgétaires gouvernementaux en ce qui concerne le service public d'Education. On nous sert un discours qui met l'accent sur le suivi et la réussite de chaque élève et dans les faits on réduit tout ce qui permettrait la mise en place de ces intentions... Or, les premières victimes de ces classes surchargées sont les élèves en difficulté.

Des classes toujours plus chargées, des fermetures de filières et d'options, des regroupements d'écoles et un seul objectif : économiser des postes, une seule logique, la logique comptable.

Ces mesures de cartes scolaire se doublent d'attaques multiples.

Le projet de nouveaux programmes de l'école primaire constitue une régression pour les élèves dans leurs apprentissages.

Une faible part horaire est réservée aux arts, à l'histoire, à la géographie, aux sciences, ce qui remet en cause la dimension culturelle de l'école.

La liberté pédagogique est assujettie à l'obligation de réussite quantifiable par évaluation tandis que le travail des enseignants est une fois de plus décrédibilisé.

Les enseignants ne sont interpellés que pour une pseudo concertation. Constatant un retour à des conceptions passéistes des apprentissages (comme la morale, les règles de civilité...). Les organisations syndicales expriment à l'unanimité le rejet de ces programmes.

Les stages proposés aux élèves de CM1 et CM2 ne sont pas la solution adaptée aux difficultés de nos enfants et de nos élèves.

Il est illusoire de croire que les difficultés scolaires de nos élèves peuvent être résolues par 3 fois 15 heures de travail supplémentaire en petits groupes. Ces difficultés sont extrêmement complexes et nécessitent leur prise en charge par des équipes de professionnels (maîtres spécialisés, maître de la classe, psychologue scolaire, CMPP, orthophonistes, ...) dans le cadre d'une étroite concertation.

Or, dans tous les secteurs, il y a un déficit flagrant d'enseignants spécialisés et de psychologues scolaires.

Rien n'est fait pour aider les enfants en difficulté : les classes à plus de 30 élèves sont légions, les classes à plusieurs niveaux se multiplient en fonction de contraintes d'organisation et d'une réflexion pédagogique. Trop de jours d'absences n'ont pas été remplacés et les enseignants sont contraints de se répartir les élèves.

La réponse à la difficulté scolaire au quotidien passe par des effectifs décentés par classe, par l'accueil des enfants à l'école dans de bonnes conditions dès le plus jeune âge.

Il est urgent de refuser les fermetures quand les effectifs justifient le maintien de la classe et de revendiquer plus d'ouvertures et des choix budgétaires à la hauteur des ambitions qui sont nécessaires à l'école.

Nous exigeons donc dans l'immédiat une dotation supplémentaire de postes, suffisante pour faire face à tous les besoins des écoles, et le retrait de toutes les mesures de suppression dans les collèges et les lycées.

En ces temps « de carte scolaire » drastique pour le 1er degré et de dotation horaire globale en baisse dans le 2nd degré, ce qui va se traduire par des refus d'ouvertures qui pourtant s'imposent au vu des effectifs et par des fermetures de classes, les organisations syndicales CNT, SDEN-CGT, SE-UNSA, SGEN-CFDT, SNUipp et SUD éducation, la FCPE, la Ligue de l'enseignement (FOL), les délégués départementaux de l'Education nationale soutiennent les établissements scolaires qui revendiquent des postes et se mobilisent.

Nous appelons les délégations d'écoles, les parents et les personnels, à se rassembler mardi 8 avril, jour du Comité Technique Paritaire Départemental, devant l'inspection d'académie à Quimper à partir de 9 heures. Certains syndicats appellent d'ores et déjà les personnels à faire grève ce jour là.